

Même si les gens éprouvent des difficultés dans de nombreux foyers canadiens, derrière un grand nombre de portes closes auxquelles nous avons frappé dans nos circonscriptions, dans toutes les petites villes et villages, il faut bien se dire que le Canada est encore relativement privilégié par rapport au reste du monde.

Il n'est pas facile de tenir ces propos à un chômeur. Ils doivent lui paraître froids et cruels, mais je parle en connaissance de cause. Certains pays connaissent actuellement une inflation de 150 p. 100 ou un taux de chômage de 60, 70 ou 80 p. 100. Il y a des pays qui avaient foi en leur avenir avant qu'un cataclysme ne détruise leurs récoltes. En ce moment, l'Inde est au bord du désastre parce que ses récoltes ont été en partie détruites. Les journaux nous ont parlé cette semaine d'une catastrophe qui a également causé des dégâts aux récoltes en Indonésie. Il importe de reconnaître que nous vivons dans une partie du monde qui demeure encore favorisée.

Je suis conscient du bien-être dont jouit ma circonscription de Saskatoon-Est. La Saskatchewan a la chance, par rapport au reste du Canada, d'avoir le taux de chômage le moins élevé. Je me porte cependant à la défense des sans-emploi et de ceux dont les besoins ne sont pas satisfaits; je ne voudrais certainement pas minimiser leurs difficultés, mais il est important de reconnaître que nous sommes parmi la minorité des favorisés dans un monde en détresse.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. J'écoute depuis quelque temps avec beaucoup d'attention les propos du député de Saskatoon-Est (M. Ogle). Le bill à l'étude porte sur le pouvoir d'emprunt. Or, la Présidence a du mal à rattacher les propos du député au bill dont la Chambre est saisie.

M. Ogle: Je vous remercie, monsieur l'Orateur; je vous suis gré de m'avoir signalé la chose. Si j'ai pris cette tangente, c'est tout simplement parce que c'est la première fois, à ma connaissance, qu'un gouvernement du Canada demande un pouvoir d'emprunt de 4 milliards de dollars en sus d'un pouvoir d'emprunt de 23 milliards. Bien que je n'aie pas été député toute ma vie, j'ai l'impression maintenant que les temps ont changé. Je m'efforçais de faire comprendre qu'on ne nous fournissait pas toutes les raisons d'être d'une dette pareille. Mon préopinant a parlé du secteur énergétique, de l'achat de ceci et de cela; je sais que c'est bien ainsi que le gouvernement a dépensé une partie de l'argent. Cependant, je m'interrogeais sur la crédibilité de la Chambre des communes. Comment a-t-elle pu laisser une chose pareille se produire? Je ne pense pas qu'aucun de nous se soit fait élire député dans l'intention de mener le Canada à la ruine. Il est exact que cela s'est produit pendant que le parti d'en face était au pouvoir mais je n'ai pas entendu le parti qui siège à ma droite et qui aspire à prendre le pouvoir émettre de meilleures idées. Nous, du Nouveau Parti démocratique, avons au moins proposé des solutions. Mais malgré tout, je ne crois pas que l'on ait réglé la question de savoir pourquoi les choses ont changé.

Même si Votre Honneur est d'avis que mes remarques ne sont pas pertinentes, c'est pour les raisons que j'ai mentionnées qu'elles me semblent l'être. J'estime qu'il est nécessaire d'explorer des avenues qui n'ont pas été sérieusement fouillées pour comprendre pourquoi notre pays court à sa perte. Je pourrais pointer du doigt certains députés ministériels et les accuser mais je doute que ce genre de comportement soit très utile. Les gens aux portes desquels nous allons frapper se demandent pourquoi nous avons perdu notre crédibilité.

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

Je ne prétends pas que mon explication soit la seule valable, monsieur l'Orateur. J'ai parlé de la vérité au début de mon discours mais la réalité et la vérité sont des notions tellement complexes que même les spécialistes s'y perdent. Il nous faut pourtant trouver une autre explication que celle que l'on nous sert tout le temps et qui consiste à blâmer l'autre parti. Je ne pense pas que ce soit le genre de solution que les Canadiens cherchent aujourd'hui. Pour en revenir à la question de la crédibilité—et je ne prétends pas être crédible ni posséder la vérité—je crois que les représentants élus qui composent la Chambre des communes, se doivent de chercher d'autres causes à ce qui se passe. Je n'ai pas l'impression que ce que je dis soit très singulier. Il me semble que George Ignatieff, ancien ambassadeur du Canada aux Nations Unies, a, dans la lettre qu'il a écrite la semaine dernière au *Globe and Mail*, abordé des questions qui me paraissent aller dans le sens de ce que je viens de dire. Il a signalé que de nos jours les nouveaux problèmes ont atteint une telle acuité que les anciennes solutions ne suffisent plus. Et M. Ignatieff a posé une question qui me paraît digne d'être mentionnée. Il a demandé pourquoi le Canada ne célébrait pas le trente-septième anniversaire de notre entrée aux Nations Unies.

• (2110)

M. l'Orateur adjoint: En toute déférence pour le député, je dois de nouveau le rappeler à l'ordre. J'ai toutes les peines du monde à trouver un lien entre ses propos et ce bill concernant un pouvoir d'emprunt.

Une voix: Il parle de la dette nationale.

M. Ogle: Pardon, monsieur l'Orateur. Bien sûr que je peux parler du bill à l'étude comme on le fait ordinairement à la Chambre des communes. J'aurais certes plaisir à le faire, mais ce que je tentais de dire . . .

M. l'Orateur adjoint: Je regrette de devoir interrompre de nouveau le député, mais son temps de parole est terminé. Il pourra poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il unanimité?

Des voix: D'accord.

Une voix: Non.

M. l'Orateur adjoint: Il ne semble pas y avoir unanimité.

L'hon. Bryce Mackasey (Lincoln): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté très attentivement et avec beaucoup d'intérêt les observations du député de Saskatoon-Est (M. Ogle), car je crois qu'il a posé des questions angoissantes auxquelles il demandait des réponses. Tous ceux d'entre nous qui accordent à la Chambre l'importance qu'elle mérite doivent parfois se poser des questions. J'ai bien aimé ses observations au sujet des économistes. Au Canada comme dans tout autre pays, ceux-ci ont un rôle très précis à jouer et influencent énormément la politique qu'adoptent les gouvernements. Il est remarquable qu'aux États-Unis, deux récents récipiendaires du prix Pulitzer en économie s'opposaient sur la question d'appuyer ou de rejeter les principes monétaristes de Reagan.

Le député a laissé entendre, je crois, que l'économie est une science. J'estime le contraire. C'est une opinion. Le seul moment où je suis très optimiste au sujet de l'avenir du pays, c'est lorsque tous les économistes des Conference Board, Conseil économique du Canada, secteur de la petite entreprise et